

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2015)
Heft: 5

Artikel: Mettre la dissuasion en débat : une exigence démocratique et une nécessité stratégique
Autor: Dupuy, Emmanuel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-781311>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Le *Rafale* constitue la composante « air » de la dissuasion française.

International

Mettre la dissuasion en débat : Une exigence démocratique et une nécessité stratégique

Emmanuel Dupuy

Secrétaire national chargé des questions défense de l'UDI

Quand il s'agit de parler de nucléaire, certains nous disent qu'il ne faut surtout rien changer et surtout ne rien toucher. En parler, c'est déjà pour certains rejoindre le camp d'en face, celui des antis !

Les centristes demeurent les défenseurs convaincus de la dissuasion nucléaire comme sécurité ultime. C'est dans les modalités qu'il y a débat, pas sur le principe. Cette position évolutionniste, profondément centriste, n'est pas facile à faire rentrer dans le débat public. Le débat, pourtant salutaire, est encore plus compliqué au sein de la communauté militaire.

Chacun a pu s'en apercevoir, la question nucléaire, liée aux restrictions budgétaires induites par la Loi de programmation militaire (LPM) jusqu'en 2017, est évidemment au cœur de ce débat. Ou plus précisément, il n'y a guère que quelques parlementaires et responsables politiques qui tentent de la faire « rentrer » par la fenêtre, tant certains voudraient justement qu'elle puisse échapper à ce débat de programmation militaire.

En effet, dans un contexte de crise durable de nos finances publiques, la question du dimensionnement de notre dissuasion ne peut pas être taboue. C'est pour cette raison, que l'UDI s'interroge sur le maintien de sa composante aérienne. Les arguments de ceux qui refusent ce scénario et plus globalement toute atteinte au budget de la composante nucléaire est connue : « *de toute façon l'aérien nucléaire a été payé et donc, non seulement il n'y a rien à gratter côté nucléaire, et en plus on mettrait en péril la cohérence de notre dissuasion.* »

L'argument des moyens ne paraît néanmoins pas pertinent. Oui, notre composante aérienne vient d'être modernisée. Oui l'on a déjà supprimé un escadron, mais en oubliant de rappeler que tout cela a un coût d'entretien, de fonctionnement et qu'il faut en permanence alimenter les bureaux d'études, le CEA et les industriels pour maintenir les équipes. C'est au moins plusieurs centaines de millions d'euros par an.

Par ailleurs, la période 2017-2019 sera marquée par le lancement des études pour rénovation de la composante sous-

marine et il faudra, du reste, augmenter les crédits consacrés à la dissuasion d'environ 10% par an à partir de 2016, ce qui nous amènera à un déséquilibre des moyens entre les forces conventionnelles et les forces de dissuasion.

Cette construction n'est ainsi pas tenable, puisque la projection des courbes conduira la France à consacrer 30% de ses crédits d'équipement à la dissuasion, alors même que c'est davantage de souplesse tactico-opérationnelle, pour faire face à la volatilité, l'asymétrie et l'évolution des menaces et davantage de vision stratégique à formuler afin de répondre aux défis sécuritaires d'aujourd'hui et ceux de demain.

Le risque est grand d'avoir un nucléaire « hypertrophié, » alors même que nos forces conventionnelles demeureront sous-équipées, alors même que l'effort que la Nation y consacre ne représentera pas plus de 0,8% du PIB.

Comparaison n'est certes pas raison. Néanmoins, pour tous ceux qui ont toujours vécu comme un renoncement la faiblesse des moyens accordés par l'Allemagne à ses forces armées, ce sera beaucoup moins que nos amis d'Outre-Rhin, autant dire pour tous ceux qui connaissent un peu la défense, le signe du « décrochage » non seulement économique mais aussi militaire. Donc l'heure du choix approche.

Sur ce sujet compliqué, il emble impératif de revenir au fondement de la théorie de dissuasion et se demander honnêtement si le fait de n'avoir qu'une seule composante remettrait en cause fondamentalement la Doctrine du Seuil et de la précision (anti-force), chère au général Lucien Poirier.

La dissuasion nucléaire, s'appuie sur deux principes fondamentaux : l'incertitude, d'une part, la foudroyance, d'autre part :

- L'incertitude, c'est l'incertitude pour un ennemi de notre appréciation de nos intérêts vitaux et du seuil de déclenchement, l'incertitude sur les objectifs visés, l'incertitude sur la force et la provenance de la frappe ;

- La foudroyance, c'est la certitude pour ce même agresseur d'une réaction certaine, immédiate, dévastatrice et disproportionnée par rapport à l'enjeu de nos intérêts vitaux. Quiconque franchit le rempart est aussitôt anéanti.

Ne disposer d'une seule composante, notre composante océanique, peut-il réduire l'incertitude sur notre détermination et sur notre appréciation de nos intérêts vitaux ? je ne le crois pas. Ne disposer que d'une seule composante, remet-il en cause notre capacité de foudroyer l'ennemi ? Sans doute pas davantage.

La seule composante océanique suffit, à condition bien sûr d'en assurer la disponibilité permanente, l'invulnérabilité et l'immédiateté d'une exécution strictement conforme à la décision suprême ; ce qui implique la qualité et l'efficacité du contrôle gouvernemental.

Et l'Europe ?

Le second sujet qui a comme corollaire notre dissuasion nucléaire est, en effet, un autre sujet qui nous tient à cœur, nous centristes : celui de l'Europe de la Défense.

C'est là un sujet qui tient particulièrement à cœur des Centristes. Il est totalement anesthésié, hélas. Lybie, Mali, RCA, Ukraine... autant de ruptures stratégiques, que l'absence systématique, de la PSDC, dans les grandes crises internationales, malgré la vingtaine d'opérations européennes (EUFOR, EUTM, etc) vient conforter l'idée d'un « colosse aux pieds d'argile. »

Aucune présence de l'Europe sur nos écrans radars, pas même une voix unifiée à s'exprimer, malgré le Service Européen pour l'Action Extérieure (SEAE) que Traité de Lisbonne de 2009 qui en appelle pourtant à sa urgente et pérenne consolidation. Pourtant, nous avons le devoir de nous projeter dans l'avenir, qui est aussi celui de nos enfants. Comment imaginer l'Europe en 2057, cent ans après la création d'une Union de solidarité, de paix, de sécurité et de prospérité partagée, sans une Europe de la Défense ? Une Europe qu'on écoute, une Europe, vecteur de 23 % des échanges commerciaux mondiaux, dont la voix porte à l'ONU, dans ses voisinages, d'une Europe audible avec ses 700 millions d'habitants dans un monde qui en devrait en compter environ 9 milliards.

Cette voix ne saura se faire entendre que si elle se fait respecter en défendant ses intérêts. Hors, en Europe seuls la France et le Royaume-Uni maintiennent et développent la dissuasion nucléaire. Maintenir la dissuasion nucléaire est choisir de renoncer à l'Europe de la défense et choisir l'Europe de la Défense nécessite de remettre en question une doctrine qui nous a certes servi, mais qui a survécu à son utilité.

Pour cela la France devra s'appuyer sur des instruments de puissance, une diplomatie et une défense. Nous avons échoué à la lancer, c'est clair. Faut-il pour autant renoncer ? Non bien sûr car quelle serait donc l'alternative ? C'est le propre du politique comme du soldat de reprendre son paquetage et de repartir de l'avant. La crise ne nous aide pas. Elle attise le doute qui suscite perte de confiance et repli sur soi. Alors que précisément il faudrait une vision collective et de long terme, alors qu'il faudrait avoir

la tête droite, les yeux ouverts et le regard responsable fixé sur l'horizon.

On se souvient des paroles du général de Gaulle dans une note de 1961 : « L'OTAN, c'est la défense de l'Europe par les Américains. » Alors si nous voulons que l'Europe soit défendue par les Européens parce que je pense que notre modèle vaut la peine d'être défendu et promu, alors il faut remettre en route l'Europe de la défense et y intégrer le sujet nucléaire.

Les discours de L'Île Longue et de Cherbourg sont restés sans écho mais ils ont compté. Il est temps de prendre acte que nos intérêts vitaux sont aujourd'hui à l'échelle de l'Europe et de reformuler l'offre à notre union et notre alliance. Le coût de cette dissuasion nucléaire en proportion de notre outil conventionnel l'appelle. L'heure du choix approche, d'autant plus que la plus grande incertitude règne à mon sens sur les risques liés à la prolifération nucléaire.

Le monde

Pour être bref, le TNP correspond au monde ancien et au fur et à mesure que les puissances régionales émergeront sur la surface de la planète, la non-prolifération deviendra impossible.

Comment interdire à des puissances régionales plus riches, plus prospères et plus influentes que les anciennes puissances d'accéder à l'arme nucléaire quand, nous même, nous défendons l'idée que la dissuasion est la pierre angulaire de notre indépendance et la défense de nos intérêts vitaux ?

Comment la communauté internationale peut-elle continuer d'interdire par tous les moyens l'arme nucléaire à un pays lorsque d'autres continuent à moderniser leur arsenal nucléaire ? Ce qui est, du reste, une forme de prolifération.

Ayons également aussi en mémoire les discours très tranchés d'un certain nombre de dirigeants de pays du Proche et du Moyen Orient, et de leur résolution de se doter de l'arme nucléaire si l'Iran y parvenait. Ces propos ne sont pas des paroles en l'air ou des gesticulations : il y a, et il y aura de plus en plus dans le monde d'Etats dotés de communautés scientifiques suffisamment puissantes pour que le nucléaire finisse par se disséminer progressivement sur notre planète au cours du XXI^e siècle.

Dans un contexte de guerre froide, la stratégie du faible au fort, et du concept de non-emploi se mariaient dans une belle logique. Mais dans une stratégie inverse, du fort au faible, dans un contexte où on développe une arme d'ultime avertissement, quand on procède à des programmes de miniaturisation, on voit bien que l'arme nucléaire tend à sortir du concept de non-emploi pour aller doucement mais sûrement vers le concept d'emploi.

Personne ne peut légitimement considérer que notre rayonnement international ou notre influence politique, ou même notre présence au Conseil de sécurité nous imposent de préserver notre arme nucléaire. Sinon d'ailleurs pourquoi appelons-nous de nos vœux à la présence dans ce même Conseil de sécurité des Nations qui n'ont que des forces conventionnelles ?



Bien entendu, tout cela ne doit pas se faire naïvement, mais il y aurait, à coup sûr, pour la France et pour l'Europe un beau message de paix et de préservation de l'humanité face à l'horreur de l'hiver nucléaire, que de porter l'abolition de l'arme nucléaire, en mettant face à leurs responsabilités les deux grandes puissances qui, à elles seules, disposent de 90 % de l'arsenal nucléaire mondial, c'est-à-dire la Russie et les Etats-Unis.

Un choix politique

Bien entendu, il serait irresponsable de nous désarmer unilatéralement. Mais soyons les ardents défenseurs de la suppression des arsenaux nucléaires dans le monde. Nous ne sommes pas forcément dans l'utopie totale, dans la mesure où Barack Obama a déjà tenu des propos en ce sens. La paix se réalise par l'apaisement, la conciliation, la construction de confiance et par la réduction des menaces. A ce titre, le Traité de non-prolifération contient

une clause de désarmement. Or quel crédit donnent-ils à la volonté de désarmer, si en même temps on modernise et développe l'arme nucléaire? D'autant plus que les besoins technologiques croissants augmentent le poids budgétaire déjà important pour une arme que nous souhaitons à terme abandonner.

Jacques Chirac a supprimé la composante terrestre, en fermant le plateau d'Albion en 1996 et mettant fin au programme Hadès. Combien de discours a-t-on entendu à l'époque déjà pour dénoncer cette décision qui remettait en cause la protection des intérêts vitaux de la France selon ses pourfendeurs?

Le nucléaire, fait partie de la mystique de la fonction présidentielle et il faut donc beaucoup de force pour qu'un chef de l'Etat soit capable d'affronter les éternels défenseurs de l'immobilisme.

François Mitterrand et Jacques Chirac l'ont fait. François Hollande le fera-t-il d'ici la fin de son mandat en 2017? Malheureusement non, car il est trop faible. En 2017, le prochain président de la République sera ainsi obligé de prendre une décision sur l'avenir de notre dissuasion.

Le choix du maintien ou non de la dissuasion nucléaire est avant tout un choix de société philosophique et moral. Le réduire à un débat technique entre « experts » serait certes un exercice intellectuel intéressant entre érudits, mais exclurait de fait la très grande majorité de la société française faible en citations mais riche en convictions. Pour ce faire, ce débat structurant, pour notre société, doit dépasser les cénacles habituels, d'experts, dans lequel, il a été cantonné jusqu'ici.

E. D.

